



HAL
open science

L'écologie, question politique en permanente (re)construction

Adrien Estève, Sylvie Ollitrault

► **To cite this version:**

Adrien Estève, Sylvie Ollitrault. L'écologie, question politique en permanente (re)construction. *MagAFSP*, 2023, 4, pp.20-21. hal-04247800

HAL Id: hal-04247800

<https://sciencespo.hal.science/hal-04247800v1>

Submitted on 18 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'écologie, question politique en permanente (re)construction



Dans le contexte actuel de crise écologique globale, les enjeux environnementaux occupent une place de plus en plus centrale dans le débat public, la transformation des partis politiques et l'action publique. En science politique, la recherche sur ces sujets, en plein développement, paraît encore fragmentée. D'où l'ambition du nouveau groupe de recherche "Écologie politique" (GREP) de l'AFSP: constituer une communauté scientifique de politistes francophones pour valoriser le dialogue théorique et méthodologique sur ces enjeux et surtout « faire lien » entre nos différentes sous-disciplines.

Si l'alerte écologique a mis plusieurs décennies à s'imposer sur les agendas, la crise environnementale occupe désormais une place centrale dans les discours politiques nationaux et internationaux. Cette centralité est toutefois à géométrie variable en fonction des contextes socio-historiques et des espaces géographiques et institutionnels. En effet, l'intérêt pour les problèmes environnementaux et climatiques et la manière dont cet intérêt se transforme en action politique dépendent étroitement des rapports de force politiques, du jeu des négociations, et du poids des groupes d'intérêt. Ils dépendent aussi des enjeux: si le changement climatique semble être un objet pérenne dans le débat politique, d'autres questions, comme la perte massive de biodiversité ou la pollution plastique, sont inégalement médiatisées et pris en charge

par diverses institutions. Dans ce cadre, les organisations et les individus engagés dans le mouvement social écologiste adoptent des stratégies contrastées, entre concertation et désobéissance civile. Les partis politiques ont intégré, bon an mal an, l'écologie politique dans leur doctrine (Persico, 2015), mais sont traversés par des dynamiques allant de la volonté de modifier à la marge les équilibres des politiques publiques à la tentation de s'opposer physiquement aux pouvoirs publics dans le cadre de conflits environnementaux. À l'international, les organisations dont le mandat porte précisément sur les questions écologiques orchestrent les processus de négociations multilatérales tout en tentant de coordonner leur action au sein d'une nébuleuse de plus en plus complexe et diversifiée d'organisations cherchant à investir le domaine transversal des questions de durabilité environnementale.

Agendas et récits

En raison de leur dimension transfrontière et multisectorielle, les problèmes environnementaux mondiaux ont très tôt appelé une gestion coordonnée multilatérale. La signature du premier accord multilatéral par les États limitrophes du lac de Constance en 1857 marque le début de la diplomatie environnementale multilatérale (Orsini, 2018). Dès lors, les conventions internationales portant sur les ressources partagées, les espèces ou les substances dangereuses témoignent de la progressive politisation de l'environnement à l'international. La Conférence des Nations unies sur l'environnement humain tenue à Stockholm en 1972 intervient alors comme catalyseur de l'institutionnalisation du multilatéralisme environnemental et de la gouvernance environnementale mondiale. En dépit de succès récents, comme les accords internationaux sur la pollution plastique (2021), sur la protection de la biodiversité (2022) ou encore sur la protection de la haute mer (2023), maintenir l'environnement à l'agenda politique national et international reste un défi, notamment lorsque les questions écologiques ne sont plus perçues comme prioritaires par rapport à d'autres comme la crise sanitaire de COVID-19 ou la guerre en Ukraine. Adoptant une approche multiscale de la question écologique, notre groupe de recherche invite les chercheurs et chercheuses en science politique, de tout statut, à interroger l'écologie comme question politique en permanente (re)construction. Il s'agit de questionner les frontières poreuses de l'écologie politique en étudiant les récits actuels et passés qui définissent les problèmes écologiques (idées de finitude, d'urgence et de rupture à l'égard du produc-

tivisme) et en analysant les institutions nationales et internationales qui se réclament de l'écologie politique. Son premier objectif est de rassembler une communauté de recherche autour de ce questionnement pour appréhender les formes variées d'expression politique se revendiquant de l'écologie.

Processus de construction des écologies politiques

Un premier axe de réflexion se concentre sur la pluralité, l'hybridation, et la circulation des idées, des concepts, et des répertoires d'action des mouvements et des partis écologistes. Cet axe thématique étudie les transformations des mouvements de l'écologie politique, sur le plan électoral comme dans le champ des mobilisations, afin de rendre compte de leurs développements récents. Il existe par exemple différentes articulations entre socialisme et écologie. Les réflexions sur la justice sociale et environnementale ont d'ailleurs connu un certain renouveau lors de deux des mouvements sociaux qui ont marqué la période récente: les Marches pour le climat et les Gilets Jaunes (Levain, Persico, Alexandre et al. 2022). Il s'agira ainsi donc d'examiner aussi l'influence que l'écologie politique exerce sur des mouvements sociaux plus traditionnels et/ou sectoriels, et sur les façons dont ces mouvements intègrent l'urgence climatique et sont, de fait, transformés par le militantisme écologique. Cet axe s'intéresse également aux différentes approches de l'écologie politique, notamment dans les pays du Sud, afin de rendre compte de la diversité des mobilisations environnementales et climatiques. Il s'attachera ainsi à analyser la diversité des causes défendues, les possibles contradictions de même que

les tensions qui entourent les processus de construction des écologies politiques (en fonction des identités politiques, des échelles et des lieux de production de ces idées). Une attention particulière sera accordée à la circulation des idées, pratiques et acteurs (mobilité des jeunes militants, exportation/importation de cadres discursifs et de répertoires d'action), à l'évolution des causes défendues ainsi qu'à leur articulation avec les enjeux démocratiques et de développement. La réflexion portera enfin sur l'évolution des répertoires d'action des mondes militants écologistes/environnementaux et les débats qui les animent (désobéissance civile, rapport à la violence, etc.) dans un contexte de fortes critiques des systèmes démocratiques (désaffection à l'égard du vote, remise en cause des institutions) (Hayes et Ollitrault, 2013).

Visages et effets de l'institutionnalisation

Le GREP se donne un second axe de réflexion: étudier les logiques d'institutionnalisation de l'écologie politique et les processus de participation aux négociations et à la prise de décision. En s'intéressant à différentes entités et arènes aux niveaux local, national, et international, les travaux de cet axe posent la question des conséquences de l'intégration de l'écologie dans la production des politiques publiques (environnementales). Ces conséquences concernent à la fois la façon dont les enjeux écologiques réussissent, ou non, à pénétrer l'agenda politique et les politiques publiques; mais aussi la façon dont ces enjeux changent le jeu politique classique puisque les problématiques touchant à l'écologie politique questionnent l'ordre établi et permettent de faire évoluer les pratiques politiques, bien au-delà des questions d'environnement. Les politistes adoptant cet axe de réflexion s'intéressent donc à la fois à ce que le jeu politique fait à l'écologie, et à ce que l'écologie fait au jeu politique. Ils seront également attentifs à l'inclusion des acteurs non étatiques dans le débat, comme les plateformes scientifiques, les coalitions de causes des ONG ou les mouvements trans-

nationaux de la jeunesse. En effet, alors qu'un nombre croissant d'acteurs s'approprient les questions environnementales, les processus de transformation des institutions méritent un examen particulier. Il s'agit ainsi de poursuivre des travaux récents sur la « climatisation » ou l'« environnementalisation » de l'action publique nationale et internationale (Maertens, 2022) et les degrés de changement provoqués par la problématisation des questions écologiques au sein de différents secteurs, y compris les plus polluants comme celui de la défense (Estève 2022). En écho à l'axe 1, l'axe 2 recouvre différentes échelles politiques et géographiques. La perméabilité des politiques aux questions environnementales varie d'un État à l'autre, d'une région à l'autre, et c'est cette diversité qui permettra aux chercheur·e·s de tester le champ des possibles ouvert par l'écologie politique.

ADRIEN ESTÈVE

Postdoctorant, Sciences Po/CERI

SYLVIE OLLITRAULT

Directrice de recherche CNRS, Institut des sciences sociales de la politique (ISP)

RÉFÉRENCES

- AYKUT, Stefan C. et MAERTENS Lucile (2021), « The climatisation of global politics: introduction to the special issue », *International politics*, vol.58 n° 4. p. 501518.
- ESTÈVE Adrien (2022), *Guerre et écologie. L'environnement et le climat dans les politiques de défense* (France et États-Unis), Paris: Presses Universitaires de France.
- MAERTENS Lucile (2022), « Les défis du multilatéralisme environnemental » in FERNANDEZ Julian et HOLEINDRE Jean-Vincent, *Nations désunies ? La crise du multilatéralisme dans les relations internationales*, Paris: CNRS Éditions.
- OLLITRAULT Sylvie et HAYES Graeme (2013), *La désobéissance civile*, Paris: Presses de Sciences Po.
- ORSINI Amandine (2018), « chapitre XVI. La diplomatie environnementale » in BALZACO Thierry, CHARILLON Frédéric et RAMEL Frédéric (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris: Presses de Sciences Po, p. 275290.
- PERSICO Simon (2015), « En parler ou pas ? La place des enjeux environnementaux dans les programmes des grands partis de gouvernement », *Revue française de science politique*, vol.65 n° 3. p. 405-428.

GRUPE DE RECHERCHE AFSP L'ÉCOLOGIE POLITIQUE (GREP)

www.afsp.info/activites/groupe-de-projet/groupe-recherche-2023-2024/ecologie-politique/